

# RAPPORT D'ACTIVITÉ

# 2010

---

Chaire d'économie sociale et solidaire

de l'Université Paris-Est Marne-la-Vallée

---

Alternatives  
Economiques

l'Atelier  
Centre de ressources régional  
de l'Économie sociale et solidaire  
\* Ile de France

  
Conseil Général  
SEINE &  
MARNE

  
Chorum  
Nous protégeons les acteurs  
de l'économie sociale

  
IRUP

  
MACIF

  
UGEM  
UNION DES GROUPEMENTS DES EMPLOYEURS MUTUALISTES

  
UNIVERSITÉ PARIS-EST  
Marne-la-Vallée

# SOMMAIRE

**3** EDITO DU PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ

**4** INTRODUCTION

## Chapitre 1 / LA GOUVERNANCE

**6** Le comité de pilotage

**9** Le comité exécutif

**9** Le responsable de la chaire

**9** Le comité de publication

## Chapitre 2 / LA RECHERCHE

**10** Une priorité

**11** Les effets sur l'emploi de la concentration dans les mutuelles de santé

**14** L'évolution des métiers dans le secteur médico-social

**17** L'insertion par l'activité économique

**18** L'ESS dans la croissance et l'emploi en Seine-et-Marne

## Chapitre 3 / L'ENSEIGNEMENT

**20** Une histoire fondatrice

**21** La licence professionnelle Management des organisations de l'économie sociale

**22** Le Master Management de l'Insertion dans l'économie sociale et solidaire

**24** L'ESS dans les formations généralistes à l'UPEMLV

**25** L'Université hors les murs

## Chapitre 4 / LA VISIBILITÉ DE L'ESS

**26** Une nouvelle philosophie

**27** Les rencontres chercheurs-acteurs

**30** La première conférence annuelle

**31** Les vidéos solidaires

**31** Le site internet de la chaire

**31** La chaire dans les médias

**32** CONCLUSION

# EDITO DU PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ

Il y a un an l'université Paris-Est Marne-la-Vallée (UPEMLV) décidait de s'associer avec cinq partenaires (Alternatives économiques, l'Atelier, Chorum, l'Irup et l'Ugem) pour créer une chaire d'économie sociale et solidaire s'inscrivant dans l'histoire de notre jeune université tout en proposant une démarche originale.

Ce partenariat avec des organisations de l'économie sociale et solidaire reflète bien la volonté originelle de l'UPEMLV de développer des liens forts avec les acteurs socio-économiques de son environnement aussi bien au niveau de la recherche que de l'enseignement supérieur. Il prolonge, d'autre part, la création déjà ancienne de formations dans le champ de l'économie sociale et solidaire sous la forme d'un DESS dès 1995 (devenu Master depuis) puis d'une licence professionnelle à partir de 2004.

Dès son acte de naissance le 4 février dernier, la chaire d'économie sociale et solidaire (ESS) s'est appuyée sur une gouvernance partenariale avec un comité de pilotage présidé par le président de l'Ugem, Jean-Marc Lagoutte, réunissant ses différents membres autour d'un même objectif de favoriser et de développer l'emploi de qualité pour tous au moyen de l'économie sociale et solidaire. Les premières actions mises en œuvre pour contribuer à la réalisation de cet objectif répondent aux grandes missions de l'université définies par la loi LRU en s'organisant autour de trois axes : un programme de recherche, une filière de formation et des actions de sensibilisation du public à ce champ de recherche et de formation.

Après une première année conçue comme une année de lancement des activités de la chaire ESS de l'UPEMLV, ce premier rapport d'activité montre l'ampleur des premiers pas accomplis tout en indiquant l'ampleur plus grande encore de la tâche pour les années à venir. Ainsi, les formations professionnalisantes abritées par la chaire ont bénéficié d'un dynamisme autant quantitatif par le nombre en augmentation de leurs étudiants que qualitatif par l'existence de partenariats plus étroits. Quatre chantiers de recherche ont été ouverts dont les thématiques respectives devraient permettre d'apporter des éclairages quant à l'emploi de qualité, en lien avec l'objectif central de la chaire. A travers l'organisation de sa conférence annuelle ou de ses rencontres trimestrielles chercheurs-acteurs, la chaire a répondu aux attentes en termes de visibilité et de reconnaissance de l'ESS. Enfin, l'entrée dans la chaire de deux nouveaux partenaires au cours de cette première année (la Macif et le Conseil général de Seine-et-Marne) confirme toute la réalité de la dynamique enclenchée.

Si les pierres d'angle ont été posées au cours de cette première année, donnant des bases solides à ce projet ambitieux, sa réalisation demandera au cours des trois prochaines années, qui dessinent désormais l'horizon de la chaire, de poursuivre le travail commencé avec une attention particulière à accorder aux travaux de recherche de la chaire, à son ancrage territorial comme à ses relations internationales : un beau défi !

**Francis Godard**

Président de l'Université Paris-Est Marne-la-Vallée

# INTRODUCTION

La chaire d'économie sociale et solidaire de l'université Paris-Est Marne-la-Vallée est un partenariat entre l'UPEMLV et des organisations de l'économie sociale en vue de **favoriser**, à travers un programme de formations, de recherches et de sensibilisations, **un emploi de qualité pour tous au moyen de l'économie sociale et solidaire**.

Après un temps de gestation, la chaire a été créée le 4 février 2010 par la signature d'une convention entre l'UPEMLV et cinq partenaires fondateurs : la scop **Alternatives économiques, l'Atelier** (centre de ressources régional en économie social et solidaire d'Ile-de-France), la **Mutuelle Chorum** et son pôle de recherche et d'action, **CIDES** – Chorum Initiatives pour le Développement de l'Economie Sociale, **l'Irup** (Institut régional universitaire polytechnique de Saint-Etienne) et **l'Ugem** (Union des groupements d'employeurs mutualistes). En septembre 2010, deux nouveaux partenaires ont rejoint la chaire, la **Macif** et le **Conseil général de Seine-et-Marne**.

La création de la chaire d'économie sociale et solidaire a d'abord été lancée sur la base des formations existantes dans ce domaine à l'université Paris-Est Marne-la-Vallée : la **licence professionnelle Management des organisations de l'économie sociale** et la spécialité de **Master Management de l'insertion dans l'économie sociale et solidaire**. Ces deux formations répondent chacune au besoin de professionnalisation dans l'économie sociale, qui représente aujourd'hui 10% des emplois en France, et aussi pour la seconde à la nécessité de lutter contre les exclusions.

La chaire apporte une nouvelle dynamique à cette filière de formations en économie sociale et solidaire tout en amenant une nouvelle reconnaissance à ce domaine par **le développement de recherches** et par la réalisation d'actions concourant à sa visibilité. Du point de vue de la recherche, l'année 2010 a été une année de lancement d'études sur différentes thématiques de l'emploi dans l'économie sociale et solidaire. Parmi ses actions de sensibilisation, la chaire a initié **des rencontres trimestrielles chercheurs-acteurs** afin de promouvoir un lien étroit entre les thèmes de recherches et les questions des acteurs.

L'objectif de la chaire est de favoriser, par sa filière de formations, son programme de recherches et ses actions de sensibilisations, un emploi de qualité pour tous au moyen de l'économie sociale et solidaire. L'emploi de qualité est une intégrale qui commence avec la formation et l'insertion des étudiants, inclut les conditions de travail, la nature de l'emploi, la protection sociale et va jusqu'à la lutte contre les exclusions.

Cet objectif se décline différemment au niveau des moyens mis en œuvre pour le réaliser.

Au niveau des **formations**, les partenariats de la chaire permettent de poursuivre l'objectif de relations plus étroites encore avec les acteurs du monde professionnel qui sont la garantie d'une plus grande professionnalisation des cursus et d'une meilleure insertion des étudiants.

Au niveau des **recherches**, la chaire initie des recherches sur les thématiques de l'emploi de qualité à partir des réalités socio-économiques et des questions qu'elles posent à leurs acteurs. Cette démarche comporte un double avantage : elle introduit un lien entre les formations et la recherche, elle pose la question des transformations sociales.

Au niveau des **actions de sensibilisations**, il est important pour que l'objectif d'un emploi de qualité pour tous progresse que les formations et les recherches qui s'y attachent dans le champ de l'économie sociale puissent connaître la plus grande diffusion possible au sein du monde académique et, plus généralement, de la société.

Qu'il s'agisse des actions de formations, de recherches ou de sensibilisations, la chaire les développe à travers **un ancrage territorial** fort qui place les actions de l'université au cœur de son territoire. Enfin, cet objectif centré sur le développement d'un emploi de qualité pour tous conduit assez naturellement la chaire à poursuivre l'objectif d'initier des liens avec les acteurs du dialogue social et de la responsabilité sociale des entreprises, dans le souci commun d'**une économie au service de l'Homme**.

# CHAPITRE 1

## LA GOUVERNANCE

La chaire d'économie sociale et solidaire de l'UPEMLV a défini dans ses statuts une gouvernance souple et partenariale qui s'organise autour de trois fonctions :

- une fonction stratégique et de contrôle exercée par son **comité de pilotage**
- une fonction de mise en œuvre exercée par le **comité exécutif**
- une fonction de coordination et d'animation exercée par son **responsable**

Enfin, la chaire comprend un dernier organe qui est son **comité de publication**.

### LE COMITÉ DE PILOTAGE

Le rôle du comité de pilotage est :

- de contrôler la réalisation du programme de travail et l'exécution du budget ;
- de piloter et de valider les évolutions du projet ;
- de veiller à ce que le projet et les travaux menés restent dans les missions de la chaire ESS-UPEMLV définies dans la Convention ;
- de nommer au comité exécutif deux représentants professionnels du comité de pilotage et un représentant des enseignants statutaires faisant des enseignements dans les formations d'économie sociale et solidaire ;
- de désigner un comité de publication ;
- de coopter à l'unanimité du comité de pilotage, un ou plusieurs nouveaux partenaires de la chaire ESS-UPEMLV qui signeront, par avenant, la Convention, à la date de leur arrivée, leurs droits et obligations prenant effet à cette date.

Il se compose des membres représentant les partenaires financeurs de la chaire, des membres représentant des instances de l'université, du responsable de la chaire et, enfin, des membres invités représentant les partenaires associés de la chaire. **Sa composition initiale fut la suivante :**

#### Les membres représentant les partenaires financeurs

**Jean Marc Lagoutte**, représentant l'Ugem et Président du comité de pilotage

**Camille Dorival**, représentant Alternatives Economiques

**Laura Winn**, représentant l'Atelier

**Marylène Badour**, représentant l'Irup

**Brigitte Lesot**, représentant Chorum et son pôle de recherche et d'action, CIDES

## Présentation des partenaires fondateurs de la chaire

### **Alternatives Economiques**

Loin du vase clos du business et de la finance, le mensuel Alternatives Economiques s'intéresse à l'économie comme enjeu collectif et social. Notre ambition : concilier solidité de l'information et facilité de lecture, rigueur de la revue et agrément du magazine.

### **L'Atelier**

L'Atelier - Centre de ressources de l'économie sociale et solidaire a pour objet de favoriser le développement et la promotion de l'économie sociale et solidaire sur le territoire francilien. Cette association a été créée à l'initiative du Conseil régional d'Île-de-France, de la CRESS IDF, de diverses collectivités territoriales et de l'ensemble des acteurs du secteur.

L'Atelier est le pôle d'expertises de la création d'activités sociales et solidaires en Île-de-France. Il conseille les futurs entrepreneurs de l'ESS dans le lancement et l'amorçage de leur entreprise. Il les oriente vers des partenaires techniques et financiers qui leur permettront de développer et concrétiser leurs innovations sociales.

L'Atelier a également un rôle de conseil auprès des collectivités territoriales. Il les accompagne dans la mise en place de politiques en faveur de l'ESS.

Enfin, l'Atelier est le promoteur de l'ESS en Île-de-France. Il sensibilise ainsi le grand-public à l'économie sociale et solidaire par le biais notamment de la consommation responsable ou de l'entrepreneuriat social. Basé à Paris, l'Atelier est ouvert au public : il propose de nombreuses ressources qui permettent de lancer son activité solidaire ou d'en savoir plus sur l'ESS.

### **Chorum et son pôle de recherche et d'action CIDES - Chorum Initiatives pour le Développement de l'Economie Sociale**

Chorum est l'offre de prévoyance, santé, épargne, retraite et ingénierie sociale exclusivement dédiée aux entreprises et aux salariés de l'économie sociale et solidaire. Pour renforcer les synergies et appuyer son action, Chorum a créé CIDES, Chorum Initiatives pour le Développement de l'Économie sociale, son pôle de recherche et d'action, qui a pour ambition d'accompagner et de soutenir les structures de l'ESS afin de contribuer au renforcement de l'emploi de qualité.

### **L'Irup**

L'IRUP (Institut Régional Universitaire Polytechnique) est un établissement d'enseignement supérieur en alternance créé en 1995 à l'initiative de la Région Rhône-Alpes dans le cadre du contrat de plan Etat Région. Il est implanté à Saint Etienne.

Toutes les formations de l'IRUP sont professionnalisantes et diplômantes. Ce sont des formations supérieures qui aboutissent à la délivrance de diplômes ou de certifications professionnelles inscrites au RNCP (Bac+2 à Bac+5).

### **L'Ugem**

L'UGEM est le syndicat d'employeurs de la branche Mutualité. L'Union rassemble près des deux tiers des mutuelles exerçant des activités d'assurance santé et appliquant la Convention collective nationale de la Mutualité signée le 31 janvier 2000. Elle exerce ces missions dans une dimension prospective pour accompagner les mutuelles dans la mutation du secteur. Elle travaille en ce sens au sein de l'Observatoire de l'Emploi et des Métiers en Mutualité (OEMM).

## Les membres représentant l'UPEMLV

**Pierre Naves**, représentant la composante IFIS

**Frédéric Moret**, représentant l'UFR SHS

**Alain Desdoigts**, représentant le laboratoire ERUDITE

## Le responsable de la chaire

**Hervé Defalvard**, UPEMLV-ERUDITE

## Les membres invités représentant les partenaires associés

**Gilles Ducassé**, représentant Emmaüs France

**Sébastien Darrigrand**, représentant l'Usgeres

**Alain Bernard**, représentant le secours catholique

**Vincent Eblé**, représentant le Conseil général de Seine-et-Marne

**Claude Fiot**, représentant la Macif

Comme la convention partenariale fondatrice le prévoyait, certains des partenaires associés sont devenus au cours de l'année 2010 partenaires financeurs de la chaire. **Ainsi, la Macif et le Conseil général de Seine-et-Marne ont rejoint les cinq membres fondateurs par deux avenants signés le 27 septembre à l'UPEMLV lors de la première conférence annuelle de la chaire.** Désormais, le comité de pilotage de la chaire comprend donc sept membres représentant des partenaires financeurs.

---

## **Conseil général de Seine-et-Marne**

Le Conseil général a choisi d'adhérer à cette chaire dont les actions s'inscrivent dans ses compétences départementales au travers de :

- sa politique d'insertion qui soutient particulièrement les SIAE (Structures d'insertion par l'Activité Économique) ;
- sa politique de développement durable.

## **Macif**

Entreprise leader sur les marchés de l'assurance « dommage » automobile et deux-roues, la Macif place le lien social au cœur de ses préoccupations, jouant quotidiennement son rôle d'entreprise socialement responsable. Investie depuis plus de 20 ans dans le domaine de la prévention, la Macif œuvre aussi en faveur de la création d'emplois dans le secteur de l'économie sociale par le biais de sa Fondation.



## LE COMITÉ EXÉCUTIF

Le rôle du comité exécutif est :

- de mettre en œuvre les actions nécessaires pour permettre la réalisation du programme de travail de la chaire ESS-UPEMLV et l'exécution de son budget ;
- de faire un rapport annuel du degré d'avancement du programme de travail pour le comité de pilotage.

Le comité exécutif comprend quatre membres, deux membres représentant les partenaires financeurs et deux membres représentant l'université :

**Valérie Defauquet**, OEMM, responsable de l'Observatoire de l'Emploi et des Métiers en Mutualité  
**Emmanuelle Paradis**, Chorum et son pôle de recherche et d'action, CIDES, chef de projet prévention et santé au travail

**Michel Abhervé**, Professeur associé UPEMLV

**Hervé Defalvard**, Maîtres de conférences UPEMLV-ERUDITE

## LE RESPONSABLE DE LA CHAIRE

Outre les responsabilités usuelles de tout responsable d'un projet en partenariat faisant l'objet d'une convention, le responsable de la chaire ESS-UPEMLV doit notamment :

- animer et diriger le comité exécutif ;
- préparer, appliquer et proposer les évolutions du programme de travail ;
- préparer le budget, suivre son exécution et préparer les comptes ;
- rédiger un rapport intermédiaire de travail et un bilan financier provisoire au plus tard le 30 octobre de l'année en cours ;
- rédiger un rapport annuel avant le 31 janvier de l'année suivante présenté devant le comité de pilotage pour rendre compte de la réalisation du programme de travail et de l'exécution financière de l'année ;
- convoquer, préparer les réunions du comité de pilotage et appliquer ses décisions.

Hervé Defalvard, enseignant-chercheur à l'UPEMLV en économie a été nommé responsable de la chaire par le président de l'UPEMLV.

## LE COMITÉ DE PUBLICATION

Le comité de publication est composé des membres suivants :

**Michel Abhervé**, Professeur associé, UPEMLV

**Camille Dorival**, Journaliste, Alternatives économiques

**Jacques Dughéra**, Chargé de mission ESS, Lille Métropole

**Hervé Defalvard**, Maître de conférence, UPEMLV-ERUDITE

**Alain Desdoigts**, Professeur, UPEMLV-ERUDITE

**Laura Winn**, Directrice, L'Atelier

# CHAPITRE 2

## LA RECHERCHE

### UNE PRIORITÉ

Parmi les missions de la chaire, la recherche revêt un enjeu particulier. En effet, pour des raisons qui renvoient à l'histoire et à la place dans la société de l'économie sociale, les recherches dans ce domaine se sont souvent en France développées soit en dehors de l'université soit dans ses marges. Il en est allé ainsi des recherches menées dans le cadre du collège coopératif fondé à Paris en 1959 par Henri Desroches. L'absence initiale de revues d'économie sociale dans le classement Economie et Gestion de l'AERES (agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur) témoigne de la relative marginalité des travaux portant sur l'économie sociale dans le champ académique.

Dans ce contexte historique, la création d'une chaire universitaire d'économie sociale et solidaire revêt bien un enjeu particulier du point de vue de la recherche qui constitue un véritable défi. Il s'agit, en plein accord avec l'une des missions essentielles de l'université, de produire des connaissances scientifiques par la réalisation de travaux de recherche menés en lien étroit avec les partenaires de la chaire. Afin de travailler en ce sens, plusieurs principes ont été définis.

Une orientation commune a été choisie pour les travaux de la chaire en adéquation avec l'objectif qu'elle porte. Ce fil conducteur est l'analyse des modèles économiques mis en œuvre par les organisations de l'économie sociale et solidaire dans leur capacité à développer un emploi de qualité durable et inclusif. Ces travaux s'inscrivent dans l'axe « Firms, Emploi et Politique Publique » du laboratoire d'économie ERUDITE de l'université Paris-Est.

Une méthodologie plurielle qui associe les méthodes quantitatives et les méthodes qualitatives. Alors que les recherches actions sont couramment supportées par la seule méthodologie qualitative, alors que les travaux d'économie sont aujourd'hui le plus souvent basés sur des approches seulement quantitatives, les travaux de la chaire ont pour objectif d'intégrer ces deux démarches.

Une approche disciplinaire ouverte qui, à l'entrée par les sciences économiques ajustée à l'orientation commune des travaux de la chaire, ajoute d'autres approches complémentaires représentées notamment par les sciences de gestion et la sociologie.

Si le développement de la recherche est une priorité du programme de la chaire, sa première année a été conçue comme une année de lancement de travaux de recherche. En effet, en dehors du champ particulier de l'insertion par l'activité économique, il n'existait pas antérieurement à la création de la chaire de recherches menées à l'UPEMLV dans le champ de l'économie sociale et solidaire, à la différence des formations. Le programme de travail 2010 prévoyait le lancement de trois chantiers de recherche dont le présent rapport d'activité va faire le bilan. A ces trois chantiers programmés, l'évolution du programme de recherche de la chaire en a inclut un quatrième portant sur l'économie sociale et solidaire en Seine-et-Marne. Ces chantiers de recherche ont été initiés avec le concours de plusieurs chercheurs (cf. annexe 1) et dont la réalisation s'appuiera également sur la conduite de thèses dans le champ de l'économie sociale et solidaire au sein de l'UPEMLV (cf. annexe 2).

## LES EFFETS SUR L'EMPLOI DE LA CONCENTRATION DANS LES MUTUELLES DE SANTÉ

Cette première recherche est conduite à l'initiative de l'Ugem dans le cadre de son observatoire de l'emploi et des métiers. Elle entre pleinement en phase avec l'orientation générale des recherches de la chaire du côté de l'analyse des modèles économiques de l'ESS dans leur capacité à soutenir des emplois de qualité pour tous. En effet, le mouvement de concentration, qui touche les mutuelles de santé et qui s'est accéléré au cours des années 2000, dessine un nouveau modèle économique dont les effets sur l'emploi restent à observer.

Cette recherche se veut aussi exemplaire de la démarche de la chaire en associant à une approche qualitative, partant des problèmes énoncés par les acteurs eux-mêmes selon la méthodologie proposée par Howard S. Becker (*Comment parler de la société*, La Découverte, 2009), une approche quantitative comme source informationnelle supplémentaire.

Pour la chaire, les responsables de la mise en place de ce projet de recherche et de son suivi sont Valérie Defauquet (Ugem) et Hervé Defalvard (UPEMLV ERUDITE). La réalisation des recherches a été confiée à deux chercheurs : Richard Duhautois, économiste et statisticien au Centre d'études de l'emploi, pour la partie quantitative, et Stéphanie Laguérodié, Maître de conférences en économie à l'université de Paris 1, pour la partie monographique.

## Interview

Valérie Defauquet, responsable de l'Observatoire de l'Emploi et Métiers en Mutualité a interviewé le président de l'UGEM Jean Marc Lagoutte, président de l'Union des Groupements des Entreprises Mutualistes et président du comité de pilotage de la chaire de l'économie sociale et solidaire de Marne-la-Vallée.

### **VD- Pourquoi le syndicat d'employeur de la mutualité s'intéresse-t-il au thème de l'enseignement, de la formation ?**

**JML-** L'UGEM est le syndicat d'employeur de la mutualité, les mutuelles sont actuellement confrontées à des mouvements économiques de concentration. Ces mouvements ont amené un certain nombre d'entre elles à regrouper leurs moyens : centre de production, informatique, gestion administrative... et /ou à s'orienter vers des stratégies de diversification. Il n'existe pas de modèle unique quant à la diversification : développement d'une offre globale ou pas. Ces contraintes économiques ont ou auront des incidences directes sur les emplois présents et futurs en termes de compétences, d'organisation du travail... Par ailleurs, les adhérents sont de plus en plus consommateurs d'où une nécessité de développer une force commerciale importante.

C'est pour cela que nous nous sommes intéressés à l'accueil de nouveaux salariés et à la promotion de la mutualité comme un secteur d'activité disposant de valeurs et intéressant les jeunes. Notre population salariée vieillit et nous aurons besoin, à terme, de renouveler notre pyramide des âges et d'intégrer, dans nos entreprises, de nouveaux profils. Dans cet esprit, nous avons signé, avec le Ministère de l'éducation nationale, un accord ayant pour objectif générique la réussite de tous les élèves, la promotion et la valorisation de leurs talents dans la mutualité notamment.

### **VD- Comment se concrétise l'action de l'UGEM dans le cadre de l'accord éducation nationale signé en 2008 ? Et plus globalement pourquoi vous êtes vous intéressés par la suite à l'enseignement universitaire ?**

**JML-** L'UGEM apporte son concours à l'action menée en matière d'orientation vers les métiers de la mutualité en particulier par l'intermédiaire des présentations du secteur dans les classes de cinquième et de troisième. Nous participons aussi à la formation continue des professeurs.

Nous avons investi dans l'enseignement secondaire, il était légitime que nous nous intéressions à l'enseignement supérieur qui constitue aussi un vivier pour nos salariés futurs. C'est pourquoi, l'UGEM apporte

à la fois son soutien financier mais aussi son appui technique à la chaire. En 2010, s'agissant de notre syndicat d'employeur, trois types d'actions ont été réalisées :

- Une présentation de la mutualité et des perspectives d'emploi à des étudiants de première année d'économie et gestion ;
- L'organisation d'un séminaire qui a réuni les dirigeants des principales composantes de la mutualité (fonction publique et inter professionnelles), sur les impacts des processus de fusion sur les dynamiques d'emploi dans les mutuelles ;
- Le démarrage d'une recherche sur le thème précédent.

Cette contribution est très importante : elle nous donne la possibilité de nous adresser à un public d'étudiants, mais cette chaire nous offre aussi l'occasion de nous investir dans un sujet de recherche considéré comme capital. Enfin, l'adossement de la chaire à un laboratoire de recherche tel qu'ERUDITE est un gage, selon nous, de compétences évidentes.

### **VD- Finalement, la formation initiale est aussi un thème important pour le syndicat d'employeur UGEM ?**

**JML-** Bien sûr... Nous nous devons de nous intéresser à l'éducation et à la réussite scolaire et professionnelle. Les étudiants d'aujourd'hui seront nos salariés de demain ! Notre objectif est de faire connaître la mutualité aux futurs postulants dans notre secteur. Il faut que le secteur de la mutualité devienne une vitrine -il l'est déjà- auprès des organes de presse, du monde universitaire, des entreprises...

Au travers de cette action expérimentale qui a été renouvelée pour 3 années au cours du dernier comité de pilotage qui s'est tenu le 26 Novembre 2010, nous avons conforté notre volonté de nous investir dans la formation supérieure et d'être un interlocuteur de référence notamment pour la valorisation des filières d'enseignements universitaires. Notre objectif est aussi de valoriser les talents en présentant notre secteur comme un secteur potentiel d'insertion, et cela n'est pas surprenant que tout cela se passe au sein de l'Université et dans les lycées et les collèges publics de notre pays.

## L'étude quantitative

Un premier travail a consisté à définir le champ possible de cette étude en raison des limites dans l'information disponible. Finalement, les données disponibles, qui permettent une étude statistique assez détaillée des évolutions de l'emploi dans un contexte de concentration des mutuelles de santé, sont celles des fichiers de la Déclaration Annuelle de Données Sociales (DADS) entre 2002 et 2005. Si la période est assez courte, le champ d'observation est pour sa part assez bon.

La concentration des mutuelles de santé est mesurée via les fichiers DADS entre 2002 et 2005 de la manière suivante : comme on compte sur la période 165 entreprises en moins sur 1086 pour un nombre d'établissements quasiment identique, ces 15% d'entreprises en moins donnent une mesure de la concentration.

Dans ce cadre, l'étude en cours permettra d'avoir à un niveau assez fin d'analyse, comprenant le niveau de qualification des emplois, une vue de l'évolution de l'emploi, sans toutefois que l'étude statistique soit en mesure de faire un lien entre le mouvement de concentration et les évolutions de l'emploi observées sur cette même période. L'objet de l'étude statistique est davantage d'offrir un cadrage quantitatif à l'étude monographique.

## L'étude monographique

Pour la réalisation de l'étude monographique, quatre mutuelles de santé ont été retenues : Harmonie Mutualité, Uneo, Entrain et Eovie. Ce choix a fait l'objet d'une validation par les instances de l'UGEM en lien avec les quatre mutuelles de santé retenues qui en sont membre. On trouvera dans le tableau ci-dessous une première présentation succincte de ces quatre mutuelles.

Mutuelle	Effectif salarié du groupe en 2009	Concentration
ENTRAIN	98	Mutuelle professionnelle nationale cheminote. Regroupement de 9 mutuelles régionales de cheminots en 2006 Forme : fusion-absorption
UNEO	486	Regroupement de la Mutuelle Nationale Militaire (MNM), de la Mutuelle de la Gendarmerie (CNG-MG) et de la Mutuelle de l'Armée de l'Air (MAA) 4ème groupe mutualiste de France
EOVI	915	Union pluri-régionale de mutuelles interprofessionnelles créé en 2002 Mutuelles concernant 15 départements, surtout en régions Rhône-Alpes, Auvergne, Limousin et Provence-Alpes-Côte d'Azur
HARMONIE MUTUALITÉ	1350	En 1992 ATV Mutualité devient Harmonie Mutualité à la suite d'un processus d'union En 2004 naît l'Union Harmonie Mutuelles fondée par Prévadiès et Harmonie Mutualité

Lors de la rencontre chercheurs-acteurs du 9 décembre organisée par la chaire, les dirigeants de ces quatre mutuelles (à l'exception de la Mutuelle Entrain) ont présenté la dynamique historique de la concentration pour leur mutuelle avec des éléments communs et des traits spécifiques. Sur la base de ces présentations et du débat riche qui s'en est suivi, d'une part, de l'information quantitative d'autre part sur l'évolution de l'emploi, des grilles d'entretien seront élaborées avec l'objectif de réaliser et de recueillir le point de vue des acteurs, pour chacune des mutuelles, à trois niveaux : celui de la DRH, celui des IRP et, enfin, celui d'une agence locale. La réalisation de ces entretiens est prévue pour le premier semestre 2011.

## L'ÉVOLUTION DES MÉTIERS DANS LE SECTEUR MÉDICO-SOCIAL

Dans le cadre de son partenariat avec la chaire d'économie sociale et solidaire de l'université Paris-Est Marne-la-Vallée, Chorum a décidé de s'engager dans la mise en œuvre d'un programme de recherche-action sur les conditions de travail dans les métiers du secteur sanitaire et social. Pour lancer ce programme, Chorum a choisi de financer une thèse sous une convention Cifre.

Ce projet est né d'un besoin d'étude lié aux remontées du terrain exprimées par les directions des associations du secteur médico-social et les élus des CHSCT. Ceux-ci expriment des demandes relatives à l'évolution des conditions de travail des métiers de l'accompagnement des usagers, au sein des établissements médico-sociaux, avec l'émergence fortement marquée de problématiques en termes d'usure au travail et de confrontation à la violence, dans un contexte de forte évolution du cadre législatif et réglementaire.

Pour répondre au souci d'une observation de terrain précise et prolongée des nouvelles réalités du métier d'éducateur spécialisé, le choix a été fait d'une direction de thèse en sociologie en mobilisant les compétences du laboratoire LATTIS de l'UPEMLV. Gilles Jeannot et Pascal Ughetto encadreront la thèse dont le directeur sera Gilles Jeannot.

Après un appel à candidature largement diffusé à partir de fin mai 2010 et mis à disposition sur le site de l'ANRT (Agence Nationale de la Recherche Technologique), la candidature d'Etienne Antelme a été retenue.

Le dossier de demande de CIFRE a été constitué et envoyé par Chorum à l'ANRT. En tenant compte du délai d'instruction du dossier de deux mois, le contrat Cifre devrait bien être signé début 2011.

## Le contenu du projet de recherche

D'un côté, le secteur repose sur des réglementations institutionnelles anciennes et éprouvées ; il emploie des personnels qualifiés ; les relations sociales et les institutions représentatives du personnel sont activement entretenues. Les métiers sont, pour certains, ancrés dans une histoire longue et des pratiques professionnelles qui se transmettent. Mais, de l'autre, diverses évolutions – qui seraient à inventorier mais peuvent englober les changements sociodémographiques des populations bénéficiaires, le vieillissement, les évolutions réglementaires, et bien d'autres facteurs sans doute – transforment les conditions d'exercice de l'activité. Les travailleurs du secteur paraissent exposés à des pénibilités, des difficultés, des tensions qui les laissent, dans certains cas, désarmés, voire avec le sentiment d'être en échec. Les violences, l'agressivité, l'accompagnement de personnes qui, malgré les soins, l'attention et les méthodes, n'en continuent pas moins de décliner, ces problèmes classiques sont aussi vécus désormais comme adoptant une intensité et des formes parfois nouvelles et déroutantes. Le sentiment progresse, parmi les professionnels, de conditions de travail difficiles à endurer sur toute une carrière (à qui le recul de l'âge de la retraite promet, par ailleurs, de s'allonger). Les phénomènes d'usure sont considérés comme présentant une réelle actualité, tout en restant à mieux inventorier.

Avant même de pouvoir envisager des outils de prévention des risques professionnels, on s'aperçoit cependant que la réalité des conditions d'exercice de ces métiers est mal connue. Des métiers comme les éducateurs, ceux ayant trait au handicap, ne datent pas d'aujourd'hui, ils reproduisent des pratiques et des principes professionnels éprouvés et transmis à ceux qui entrent dans ces professions. Quelles évolutions (réglementaires, de financement des structures, de composition des populations de bénéficiaires, de comportement de ces derniers et de leurs proches) ont-elles pu, néanmoins, transformer les conditions de la pratique professionnelle pour mettre certains personnels en difficulté ?

L'un des principaux enjeux de la thèse sera de documenter finement ces conditions, c'est-à-dire de faire un tableau précis du cadre matériel et humain dans lequel s'effectue quotidiennement le travail, de ce qui est vécu dans les situations les plus ordinaires. Un recueil dense de données devra constituer la matière sur laquelle la dimension analytique de la thèse pourra s'appuyer.

Le cœur de la thèse reposera sur une enquête qualitative passant par des observations longues ou une ethnographie dans un ou deux établissements et par des entretiens à une échelle plus large. Un cadrage statistique, utilisant les données déjà traitées et/ou effectuant des traitements complémentaires, sera utile.

## La conduite du projet de recherche

Un comité de suivi de la thèse sera mis en place. Au-delà d'Emmanuelle Paradis, pour CIDES, et de Gilles Jeannot, Pascal Ughetto et Hervé Defalvard, il associera des représentants des organisations employeurs et salariés des branches professionnelles concernées (convention collective nationale des personnes handicapées et inadaptées, association des paralysés de France...).

## Questions à Brigitte LESOT, Directrice Générale de Chorum

### **Pourquoi cet engagement de Chorum comme partenaire fondateur de la chaire d'économie sociale ?**

**B. Lesot** : Partenaire historique du secteur de l'économie sociale, Chorum met en œuvre la protection sociale complémentaire de plus de 25 conventions collectives couvrant de larges champs d'activités : la mutualité, l'hospitalisation privée à but non lucratif, les personnes inadaptées et handicapées, les centres sociaux et établissements d'accueil de jeunes enfants, l'aide à domicile, l'animation, le sport, le tourisme social et familial, les familles rurales, la Croix-Rouge Française, et de grandes références de l'économie sociale.

Chorum a créé CIDES, Chorum Initiatives pour le Développement de l'Economie Sociale, son pôle de recherche et d'action, afin d'accompagner et soutenir les structures employeurs et les branches de l'ESS dans la perspective de développer l'emploi de qualité.

L'engagement de Chorum dans la chaire d'économie sociale était dès lors une démarche naturelle, pour développer la connaissance à travers des travaux de recherche et favoriser le développement de formations qualifiantes et adaptées au contexte spécifique de l'ESS.

### **C'est donc dans cette perspective que Chorum a initié le lancement d'une thèse sur les évolutions des métiers dans le secteur médico-social ?**

**B. Lesot** : Chorum est saisi régulièrement de demandes d'éclairages et d'outils provenant du secteur médico-social. Il s'agit d'aider les établissements et leurs personnels à faire face à des risques, des pénibilités, des situations problématiques, éventuellement des violences, qui pourraient être en train de se répandre.

Dans le secteur, des responsables d'établissements, des directeurs de ressources humaines, des CHSCT sont nombreux à signaler des phénomènes de malaise des professionnels vis-à-vis des conditions dans lesquels ils exercent. Une lassitude s'exprime également, souvent qualifiée d'usure par les intéressés.

Ce sont autant d'alertes sur le caractère soutenable du travail et des emplois, alors même que le recul prévisible des âges d'entrée à la retraite impliquera un allongement des carrières.

### **Qu'attendez-vous de ces travaux de recherche ?**

**B. Lesot** : Chorum souhaite mieux saisir les évolutions qu'ont pu subir les métiers, les conditions pratiques d'exercice de ces métiers aujourd'hui, les manifestations exactes des pénibilités et difficultés de toutes sortes, qui peuvent être anciennes ou nouvelles.

C'est une condition pour mieux appréhender les enjeux d'accompagnement des acteurs du secteur et imaginer l'offre (de conseils, de méthodes, de guides) qui mériterait d'être conçue afin, pour Chorum, de tenir son rôle d'institution aidant à construire de la prévention.

Ces travaux de recherche devront permettre à Chorum de répondre aux besoins des branches professionnelles, des organisations employeurs et salariés de l'économie sociale, des directions des associations et établissements du secteur et des représentants des salariés, notamment des membres des CHSCT.



## L'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Ce troisième chantier de recherche n'a pas été initié par la chaire mais continué en prenant appui sur des travaux déjà réalisés, ceux notamment de : 1) H. Defalvard, « L'IAE, un nouveau contrat social » dans P. Naves et H. Defalvard, *Economie politique de l'action sociale*, Dunod, 2006 ; 2) M. Cervera et H. Defalvard, « L'accompagnement dans et vers l'emploi dans les SIAE », *Travail et emploi*, juillet-septembre 2009. D'autre part, deux thèses sur la thématique de l'insertion dans l'emploi ont été commencées dès l'année 2008-2009 sous la direction de Hervé Defalvard, celles de M. Cervera, *L'insertion dans l'emploi des personnes vivant avec le VIH* et de A. Bouvy, *L'insertion dans l'entreprise classique des personnes en parcours d'insertion*.

L'ambition de ce troisième chantier de recherche était alors de poursuivre et d'initier de nouvelles recherches sur l'insertion professionnelle des personnes éloignées de l'emploi en les intégrant dans une dynamique commune.

Au cours de l'année 2010, trois nouvelles recherches ont été initiées.

### Les SIAE et les frontières de l'économie sociale

La première recherche a été initiée dans le cadre de l'appel à communication de l'Association pour le Développement de la Documentation sur l'Économie Sociale (ADDES) sur les frontières de l'économie sociale. Une équipe de recherche constituée de M. Abhervé, M. Cervera, H. Defalvard et J. Dughéra a proposé d'analyser les structures de l'insertion par l'activité économique (SIAE) du point de vue de leurs frontières avec l'économie sociale. L'approche retenue a été celle d'entretiens réalisés auprès de dirigeants de structures de l'insertion par l'activité économique afin d'éclairer comment à travers leur évolution leurs structures s'étaient situées par rapport à l'économie sociale et au pouvoir public. Au total, sept entretiens ont été réalisés. Selon l'approche pragmatique et qualitative de H. Becker, la problématique de départ a évolué avec la réalisation des entretiens pour donner lieu à une première analyse des SIAE dans leur lien à l'économie sociale.

Les trajectoires des sept dirigeants de l'IAE interviewés montrent toutes que la finalité sociale en fonction de laquelle l'activité économique des structures d'insertion est conçue, et qui consiste dans la possibilité d'offrir un emploi à des personnes exclues du marché du travail, est d'abord une affaire d'engagement individuel. Elles montrent ensuite que cette finalité sociale est dans la plupart des cas secondée par une dimension collective qui peut recouvrir deux formes : celle juridique des statuts de l'économie sociale (celui de l'association en particulier) et celle territoriale à travers lesquelles la finalité sociale devient portée à plusieurs. Dans un cas observé, la finalité sociale de la SIAE est exclusivement portée par l'engagement individuel du dirigeant. Qu'il s'agisse d'une finalité sociale portée seulement par l'engagement individuel ou portée par une solidarité territoriale, l'IAE tend alors à déborder les frontières de l'économie sociale dans la réponse qu'elle donne à la lutte contre les exclusions. Ces premiers résultats demandent cependant à être validés par une étude plus systématique du corpus et par le recueil de nouvelles trajectoires biographiques de dirigeants.

## Rupture et continuité des trajectoires d'insertion

Une deuxième recherche sur les ruptures et continuités dans les trajectoires d'insertion de salariés embauchés à travers un dispositif particulier a été initiée en lien avec la chambre syndicale des travaux publics de Seine-et-Marne (CSTP 77). La CSTP 77 s'est en effet montrée intéressée par une étude portant sur l'expérimentation des plateformes emploi qu'elle a mise en place depuis 2006 avec les partenaires du service public de l'emploi. Sur les 122 salariés recrutés en CDI sur ces plateformes emploi incluant quatre mois de formation avant leur intégration dans l'entreprise de BTP, 50% des salariés sont restés dans l'entreprise qui les avait recrutés et 50% ont vu leur CDI rompu dont les deux tiers pour des raisons d'absentéisme ou d'abandon.

En lien avec la direction départementale du travail de Seine-et-Marne une étude qualitative a été élaborée qui prévoit la réalisation d'entretiens auprès de 40 salariés recrutés à travers ce dispositif dont 20 auprès de salariés dont le CDI a été rompu. A partir de ces entretiens, l'étude cherche à mettre à jour les raisons objectives et subjectives des ruptures tout autant que des continuités dans les parcours d'insertion assurés au sens où ils bénéficient d'un CDI. L'équipe de la chaire mobilisée par cette recherche est composée de A. Bouvy, S. Bruzzo (chargé de mission à la CSTP77) M. Cervera et H. Defalvard.

## L'IAE en Seine-et-Marne

Dans le cadre du quatrième chantier de recherche lancé à l'initiative du Conseil général de Seine-et-Marne (voir le point 2.5 ci-dessous), un focal sur les structures d'insertion par l'activité économique de Seine-et-Marne est prévu dans l'objectif d'évaluer leur rôle dans la lutte contre les exclusions et leur place dans la politique publique de l'emploi.

## L'ESS DANS LA CROISSANCE ET L'EMPLOI EN SEINE-ET-MARNE

La convention d'adhésion du Conseil général de Seine-et-Marne à la chaire d'économie sociale et solidaire de l'UPEMLV prévoit la réalisation d'une étude ambitieuse sur l'économie sociale et solidaire en Seine-et-Marne dont le rapport de recherche est à remettre en juin 2011.

L'objectif de cette étude est d'offrir les éléments d'une analyse de la place de l'économie sociale et solidaire dans le développement économique de Seine-et-Marne et de ses emplois, du rôle qu'elle pourrait y jouer en lien avec la politique de soutien à l'ESS du Conseil général de Seine-et-Marne. L'étude comporte ainsi une analyse particulière de l'IAE étant donné la forte implication du Conseil général de Seine-et-Marne dans ce champ de la lutte contre les exclusions.

La conception de cette étude a également été exemplaire de la démarche de recherche privilégiée par la chaire en associant une approche relevant de l'analyse statistique et une approche relevant de l'analyse économique stratégique dont un des matériaux sera constitué par les points de vue des

différents acteurs du territoire. L'analyse économique stratégique propose de considérer l'ESS comme un modèle économique de développement associant plusieurs caractéristiques : une conception de l'activité économique conditionnée par une ou plusieurs finalités sociales (répondre à des besoins non satisfaits par le marché, offrir de l'emploi à des personnes exclues du marché du travail, favoriser une économie durable), une gouvernance démocratique de l'activité économique, un ancrage territorial de l'activité économique permettant de mieux réaliser les finalités sociales de l'activité économique à travers des circuits courts entre la production et la consommation.

La direction scientifique de cette étude est assurée par H. Defalvard (UPEMLV-ERUDITE). Sa coordination est assurée par P. Fizet, étudiante en formation continue du Master MIESS de la chaire, dans le cadre de sa période d'alternance en entreprise qui sera effectuée au sein du Conseil général de Seine-et-Marne. Outre la coordination générale de l'étude, P. Fizet réalisera l'étude de benchmarking et l'analyse de l'ESS sur deux bassins d'emploi de Seine-et-Marne. La partie statistique de cette étude sera réalisée par C. Portero (l'Atelier). Enfin, A. Bouvy réalisera l'analyse stratégique sectorielle de cette étude ainsi que le focal sur l'insertion.

Depuis le mois de septembre, le Département a confié à la chaire de l'ESS de l'Université de Paris-Est Marne-la-Vallée, une étude en vue de définir une politique de soutien à l'ESS.

Le Conseil général est déjà engagé dans une démarche d'appui à l'ESS, par la signature de l'Agenda 21, sa contribution à l'Atelier et son partenariat avec l'Université de Marne-la-Vallée dans le cadre de la chaire de l'ESS.

Il soutient par ailleurs de nombreuses activités relevant de l'ESS, que ce soit dans le cadre de l'insertion par l'activité économique, le microcrédit personnel et professionnel, l'éducation populaire, l'accès aux sports et à la culture pour les personnes défavorisées, la défense de l'environnement, etc. Cette politique n'est cependant pas identifiée comme telle. Le seul critère retenu actuellement pour soutenir ces activités porte sur le public qui en est bénéficiaire.

Or, la Seine-et-Marne connaît une évolution démographique importante qui se prolongera encore dans les années à venir. On peut penser que l'apport de ces nouvelles populations générera de l'activité, principalement en services, porteuse d'un potentiel de développement de l'ESS.

En outre, la Seine-et-Marne dispose de projets de développement économique (développement de la plate forme aéroportuaire de Roissy, Cluster de la Cité Descartes, pôle économique de Villaroche, Village Nature...) propres à engendrer des besoins connexes qui peuvent être couverts par le champ de l'ESS.

Il apparaît donc opportun d'identifier dès à présent les gisements d'emplois et de créations d'activité générés par ces évolutions démographiques et économiques et d'étudier le rôle que pourrait jouer le Département en tant que facilitateur d'émergence de projets relevant de l'ESS.

L'étude se décomposera en 3 phases :

### **1- État des lieux**

Un recensement des structures seine et marnaises de l'ESS avec au moins un salarié sera réalisé. Un éclairage spécifique sera apporté sur la place du secteur de l'insertion par l'activité économique. Parallèlement et afin d'approfondir l'étude, deux secteurs d'activité et deux secteurs géographiques seront observés plus finement afin de mieux appréhender les possibilités de développement de l'ESS.

### **2- Pistes de prospection**

A l'issue de la première phase, des recherches seront réalisées au sein d'autres départements afin d'observer d'autres pratiques de soutien à l'ESS et les conditions de duplication en Seine-et-Marne en lien avec les projets de développement économique en cours.

### **3- Préconisation**

A l'issue de cet état des lieux et de cette étude prospective et en s'appuyant sur l'étude des outils recensés, le cabinet proposera au Département une stratégie d'intervention en faveur de l'ESS avec plusieurs scénarios envisageables.

# CHAPITRE 3

## L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

### UNE HISTOIRE FONDATRICE

La création de la chaire d'économie sociale et solidaire à l'université de Paris-Est Marne-la-Vallée est un projet né de l'implantation ancienne de formations en économie sociale dans cette université, notamment de la licence professionnelle Management des organisations de l'économie sociale créée par Pierre Dubois en 2003. Le site internet de cette licence professionnelle, devenue un véritable centre de ressources de l'économie sociale, a notamment contribué à la notoriété de l'université Paris-Est Marne-la-Vallée auprès des acteurs de l'économie sociale. L'UPEMLV comptait également une formation plus ancienne dans le champ de l'économie solidaire avec le DESS de gestion des entreprises d'insertion, créé dès 1994. Avec le plan quadriennal de formation 2010-2013, cette formation est devenue le Master Management de l'insertion dans l'économie sociale et solidaire.

Le rapprochement entre ces deux formations en vue de proposer une filière de formations en ESS fut l'élément déclencheur du projet de création d'une chaire d'économie sociale et solidaire à l'UPEMLV. Dès la rentrée 2008, les nouveaux responsables de ces formations, M. Abhervé, H. Defalvard et J. Dughéra ont alors œuvré, avec le soutien de la direction de l'université, pour la création d'une chaire en économie sociale et solidaire à l'UPEMLV.

La chaire de l'ESS de l'UPEMLV donne une nouvelle assise à la filière de formations en ESS tout en apportant de nouveaux objectifs. En permettant de renforcer les partenariats professionnels, la chaire souhaite mieux répondre encore au besoin de professionnalisation des salariés de l'économie sociale et solidaire tout en offrant la possibilité de débouchés professionnels à ses étudiants. Elle veut également initier la création de nouvelles formations en économie sociale et solidaire dédiées plus spécifiquement au besoin en formation continue des salariés des organisations de l'économie sociale. Enfin, la chaire porte un objectif nouveau avec l'introduction d'enseignement de l'économie sociale dans des filières généralistes afin de contribuer à sa découverte par les étudiants.

## LA LICENCE PROFESSIONNELLE MANAGEMENT DES ORGANISATIONS DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

**Responsable pédagogique** : Hervé Defalvard, Maître de conférences

**Responsable apprentissage** : Michel Abhervé, Professeur associé

**Secrétariat** : Monique Imperinetti

**Lieu** : UFR Sciences Humaines et Sociales, bâtiment bois de l'étang

La licence professionnelle Management des organisations de l'économie sociale (Moes) est une formation accessible en un an, accessible avec un diplôme universitaire de technologie, un brevet de technicien supérieur ou après une deuxième année de licence générale. Elle vise une insertion professionnelle immédiate, et non la poursuite d'études en master.

La licence professionnelle Management des organisations de l'économie sociale forme à la conduite de projet au sein des organisations de l'économie sociale des étudiants qui pourront devenir selon l'option qu'ils auront choisie :

- chargé de développement associatif
- chargé de communication
- chargé d'une démarche qualité

A partir des compétences techniques de base acquises dans chacune des trois options grâce aux trois projets menés par chaque étudiant (le projet individuel, le projet collectif et le mémoire de stage ou d'apprentissage), l'étudiant diplômé est à même de remplir toutes les fonctions d'un assistant de projet en communication, en qualité ou en développement associatif (dans une grande organisation) et de chef de projet (dans une structure moyenne ou petite) : aide à la conception de projet, fixation des objectifs, mobilisation des ressources, respect des délais, suivi des résultats et mesure des impacts.

Suite à l'évaluation de la formation en juin 2010, son programme a été modifié à la marge avec deux nouveaux cours introduits (qualité client et création de site internet), son équipe pédagogique a été également légèrement renouvelée. Enfin, la rentrée 2010 a vu son effectif légèrement progresser par rapport à la rentrée 2009, avec 45 étudiants inscrits contre 41 en 2009. Parmi eux, la licence accueille deux étudiants de l'université de Hallym en Corée du sud dans le cadre d'une convention d'échange avec cette université. La licence peut être suivie selon deux calendriers : un calendrier en alternance pour les apprentis et un calendrier incluant un stage de 4 mois pour les étudiants en formation initiale ou continue. Dans les annexes 3, 4 et 5 sont présentés le programme de la licence, son équipe pédagogique et les étudiants de sa nouvelle promotion 2010-2011.

Enfin, la chaire a apporté une nouvelle dynamique à la licence professionnelle en contribuant à son ouverture par le biais de deux conventions pédagogiques à des étudiants en formation continue de l'IRUP de Saint-Etienne depuis 2009 et à une promotion d'étudiants en formation continue de l'Afpa Martinique. Au total, la licence professionnelle de la chaire d'économie sociale et solidaire de l'UPEMLV formera pour l'année 2010-2011 près de 70 étudiants.

## La chaire à Saint-Etienne

L'IRUP forme depuis 1998 dans le champ de l'ESS. Son partenariat avec l'UPEMLV date de fin 1999. C'est donc tout naturellement que l'IRUP s'est associé au projet de la chaire de l'ESS porté par l'Université dans l'idée de consolider l'offre de formation dans l'ESS en région et en particulier en Rhône-Alpes où le poids économique de l'ESS est conséquent et les acteurs nombreux mais aussi de développer la formation « hors les murs ».

En 2010, l'IRUP propose à Saint-Etienne, en alternance, l'offre de formation de la chaire de l'ESS, à savoir la licence professionnelle MOES et le master MIESS à un public en formation continue soit un flux de 36 apprenants. L'IRUP, par ses contacts avec les réseaux professionnels de l'ESS, a identifié un besoin de formation des cadres intermédiaires des UDAF (Union Départementale des Associations Familiales) et a validé à l'automne 2010 avec l'UNAFOR (appareil de formation de l'UNAF), l'organisation d'une session de formation qui débouchera sur la validation de la licence professionnelle MOES. Une première promotion composée de 12 cadres intermédiaires débutera en mars 2011, les cours auront lieu dans les locaux du siège social du réseau à Paris. Cette action de formation mobilisera les équipes de l'IRUP et de l'UPEMLV. Dans le même temps, l'IRUP a également repéré d'autres besoins de formation auprès d'autres réseaux d'acteurs de l'ESS, les discussions sont engagées afin de valider le besoin et l'offre de formation correspondante. Ces démarches, en fonction de la structuration des réseaux approchés, sont plus ou moins longues. Il est programmé en 2011, sur la base du travail conduit en 2010, de développer la formation « hors les murs » avec les UDAF mais aussi avec un autre réseau.

## LE MASTER MANAGEMENT DE L'INSERTION DANS L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

**Responsable pédagogique** : Hervé Defalvard, Maître de conférences

**Responsable partenariat** : Jacques Dughéra

**Secrétariat** : Claudie Autant

**Lieu** : IFIS, bâtiment Erasme

La spécialité de Master de deuxième année Management de l'insertion dans l'économie sociale et solidaire (MIESS) propose de former des étudiants à la gestion d'entreprise et au management de projet dont la vocation est d'abord sociale et centrée sur l'insertion par l'activité économique (IAE) de personnes durablement éloignées de l'emploi.

Cet objectif principal du Master MIESS se traduit par trois axes prioritaires :

- A l'inverse d'autres spécialités en France de Master en économie sociale et solidaire, la formation MIESS n'est pas généraliste mais spécialiste de l'insertion par l'activité économique et de la finance solidaire.
- La formation MIESS a une géographie francilienne du fait de la forte dimension locale et territoriale de l'entrepreneuriat social et de l'économie sociale et solidaire. Elle repose sur la participation active des acteurs et réseaux franciliens de l'IAE et de l'économie sociale et solidaire dont l'Union Régionale des Entreprises d'Insertion (Urei) Ile-de-France et le Coorace Ile-de-France.
- Enfin, le champ professionnel couvert par la spécialité MIESS est à la croisée de l'économie, de la gestion d'entreprise et de la politique publique territoriale de l'emploi.

La formation vise à développer les compétences des étudiants en matière de gestion des structures de l'IAE (entreprise d'insertion, association intermédiaire, entreprise de travail temporaire d'insertion, régie de quartier, atelier et chantier d'insertion, groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification) et de conduite de projet dans l'insertion et la finance solidaire. Ces compétences relèvent, d'une part, de compétences gestionnaires (réalisation de tableaux de bord, suivi de la comptabilité, pratiques des indicateurs de gestion, gestion des ressources humaines, stratégie marketing et développement des ventes) et, d'autre part, de compétences de développeur social (connaissance locale des publics, détection de nouveaux marchés à dimension sociale, mise en œuvre de financements public et solidaire...).

Les profils professionnels auxquels la formation prépare sont :

1. Chef de projet insertion dans les structures de l'IAE, dans les politiques locales d'insertion professionnelle ou au sein des organismes du service public de l'emploi.
2. Responsable de structures de l'IAE (Entreprise d'insertion, Association intermédiaire, Entreprise de travail temporaire d'insertion, Régie de quartier, atelier et chantier d'insertion, groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification), de structures de l'insertion sociale et professionnelle de personnes handicapées (EA, ESAT...) et plus largement d'entreprises solidaires.

Le Master MIESS est une spécialité de Master à orientation professionnelle. Il forme des étudiants en formation initiale ou continue, selon un cycle en alternance comprenant trois jours de cours par quinzaine, qui pourront devenir selon le profil choisi :

- Dirigeant de structure de l'insertion par l'activité économique
- Chef projet de politique et ingénierie d'insertion

Après un effectif déjà en hausse en 2009-2010 de 14 étudiants, le Master MIESS a connu une augmentation importante du nombre de ses étudiants à la rentrée 2010 avec 25 étudiants inscrits. Ce beau succès s'accompagne également de l'ouverture de la formation à l'apprentissage. Si le programme n'a pas été modifié par rapport à l'année précédente, le projet tutoré initié en 2010 de réalisation de vidéos solidaires par les étudiants sera un des défis à relever par la formation dans la perspective de la création du festival vidéos solidaires de la chaire. La réalisation de ces vidéos solidaires a notamment pour enjeu de créer des liens avec les partenaires de l'IAE sur une thématique associant l'image, la démocratie et le travail au service d'une valorisation de leur activité économique à finalité sociale et de ses acteurs. Dans les annexes 6, 7 et 8 sont également présentés le programme de la formation, son équipe pédagogique et les étudiants de sa nouvelle promotion 2010-2011.

Le Master Management de l'insertion dans l'économie sociale et solidaire est également dispensé à l'IRUP de Saint-Etienne dans le cadre d'une convention pédagogique. La promotion d'étudiants pour l'année 2010 de Saint-Etienne compte quinze étudiants en formation continue.

**Au total, les formations de la filière économie sociale et solidaire de l'UPEMLV formeront au cours de l'année 2010-2011 plus d'une centaine d'étudiants.**

## L'ESS DANS LES FORMATIONS GÉNÉRALISTES À L'UPEMLV

Si la chaire de l'économie sociale et solidaire de l'UPEMLV a d'abord vocation à développer au sein de l'université une filière de formations en ESS, elle poursuit également l'objectif complémentaire de faire découvrir l'ESS aux étudiants des autres cursus d'économie et gestion de l'université.

### La conférence professionnelle sur les métiers des mutuelles

Le 6 mai 2010 une conférence professionnelle sur les métiers de la mutualité a été organisée pour les 300 étudiants de 1ère année de licence économie et gestion. Les métiers des mutuelles leur ont été présentés par Valérie Defauquet (Observatoire de l'Emploi et des Métiers en Mutualité) qui s'est attachée à les situer dans leur environnement mutualiste tout en montrant leur diversité à partir d'un accès Bac + 2. A la suite de la conférence, des échanges ont eu lieu avec les étudiants. Cette conférence professionnelle qui a été un succès au dire de tous est intervenue dans le cadre du plan Pécresse de lutte contre l'échec en première année universitaire en vue de développer des liens et des passerelles entre l'université et le monde professionnel.

### L'ouverture d'un cours sur l'ESS pour les étudiants de 1ère année

A l'occasion du nouveau plan quadriennal (2010-2013), un cours optionnel sur l'économie sociale a été introduit dans la maquette de la licence première année d'économie et de gestion. Ce sera pour les étudiants l'occasion d'une première découverte de l'histoire, des acteurs et de l'évolution de l'économie sociale en France et dans le monde. Ce cours sera assuré au second semestre de l'année universitaire 2010-2011 par Hervé Defalvard.

### Une sensibilisation à l'entrepreneuriat étudiant sous forme sociale

A travers un partenariat avec la Coopérative d'emploi et d'activité Coopaname, un projet a été lancé visant, d'une part, à sensibiliser les étudiants de l'université à l'entrepreneuriat social et, d'autre part, à accompagner les étudiants qui ont un projet de création d'entreprise à la réalisation de ce dernier durant leur étude. Au printemps 2011, un forum sur l'entrepreneuriat étudiant à destination des étudiants de l'université devrait se tenir et comprendre un volet sur l'entrepreneuriat social. Ce projet est conduit par une étudiante en formation continue du Master MIESS dans le cadre de sa période entreprise qu'elle réalise au sein de Coopaname.



## L'UNIVERSITÉ HORS LES MURS

A partir d'une initiative de l'IRUP, partenaire de la chaire, a émergé l'idée novatrice d'université hors les murs consistant à délivrer les formations de la filière ESS de la chaire directement auprès des salariés d'organisations de l'économie sociale à travers un plan de formation continue.

L'IRUP de Saint-Etienne est porteur de cette expérimentation à travers un partenariat avec l'Union Nationale des Associations Familiales (Unaf). Répondant au besoin de professionnalisation mais aussi de reconversion de salariés de niveau cadre intermédiaire de cette organisation, la licence professionnelle Management des organisations de l'économie sociale a été configurée dans le cadre d'un plan de formation dispensé au siège de l'association. Le montage innovant de cette formation a été bouclé et débouchera sur une ouverture de la licence à la rentrée 2011 après une remise à niveau des salariés durant le premier semestre 2010.

# CHAPITRE 3

## LA VISIBILITÉ DE L'ESS

### UNE NOUVELLE PHILOSOPHIE

La faible présence historique de l'économie sociale et solidaire à l'université, et particulièrement en région Ile-de-France, qui ressort d'autant plus que l'ESS se développe aujourd'hui dans les grandes écoles de commerce comme l'Essec ou HEC, est le reflet d'un déficit plus général de visibilité de l'ESS au sein de la société. Ce double constat, que le rapport Vercamer remis au premier ministre François Fillon en avril 2010 a repris à son compte, a engagé l'UPEMLV et les partenaires de la chaire à mettre au centre de ses missions la diffusion de ses programmes de formation et de recherche afin de valoriser leurs résultats et par cette voie de la preuve, favoriser la reconnaissance de l'ESS à l'université et dans la société.

Si la diffusion des actions de la chaire doit permettre de développer la reconnaissance de l'ESS à l'université et dans la société c'est d'abord parce que ses actions en matière de formations comme de recherches, ne se conçoivent plus dans les marges où elles sont souvent reléguées mais qu'elles prétendent au contraire occuper le premier rang. Ainsi nos formations mettent l'accent sur le management en vue de répondre au besoin de professionnalisation des structures de l'ESS tout en affirmant une différence positive qui n'est pas un supplément d'âme mais relève d'une approche spécifique illustrée, par exemple, par les enseignements de Marketing solidaire ou de Finance solidaire. Dans ce même registre, la réalisation de vidéos solidaires par les étudiants du Master avec les acteurs des SIAE autour de la thématique « Images, démocratie et travail », a aussi pour enjeu de donner une autre image du champ de l'insertion. Enfin, l'enseignement d'introduction à la microéconomie délivré aux étudiants de première année de la licence économie et gestion contient une ouverture vers les structures de l'économie sociale. Du côté des travaux de recherche, la chaire promeut des démarches qui associent les méthodes quantitatives et qualitatives afin de dépasser leur séparation habituelle. Elle est engagée dans une réflexion à partir des recherches actions qu'elle développe visant à définir un cahier des charges garantissant la participation de tous les acteurs impliqués, la durée nécessaire à la mise en place d'une recherche participative et, enfin, la montée en généralité à partir des travaux contextualisés de terrain en vue de produire des travaux académiques.

La diffusion des formations et des recherches de la chaire a pour enjeu de les faire connaître au sein du monde universitaire et, plus généralement, de la société. De leur contenu et de la nouvelle philosophie qui les sous-tend, la chaire attend, en retour, une reconnaissance de l'ESS non seulement par rapport à son poids social (8% du PIB et 10% des emplois) mais aussi en tant que modèle contribuant à un développement durable et inclusif. Au cours de l'année 2010, ce troisième axe de la chaire a commencé à se doter d'outils et de ressources et a organisé plusieurs événements et rencontres dont nous allons rendre compte.

## LES RENCONTRES CHERCHEURS-ACTEURS

Afin de favoriser les liens entre chercheurs et acteurs de l'ESS, la chaire a parmi ses premières actions décidé de mettre en place un cycle de rencontres chercheurs-acteurs répondant au principe suivant : sur la base de la présentation d'une recherche (achevée ou en cours) par son ou ses auteurs, des acteurs impliqués par la thématique de la recherche sont invités à réagir à la recherche en apportant leur point de vue professionnel. Sur cette base, un débat est alors proposé aux participants de ses rencontres.

Comme prévu, quatre rencontres ont été organisées sous la responsabilité de Hervé Defalvard en lien avec deux des partenaires de la chaire : l'Atelier qui a assuré l'organisation dans ses locaux des rencontres en constituant à chaque fois un dossier pour les participants et Alternatives Economiques qui a assuré l'animation des débats et le compte rendu des rencontres publié sur le site internet d'Alternatives Economiques et sur celui de la licence professionnelle.

Le détail des rencontres chercheurs-acteurs est disponible sur le site de la chaire.

### Programme des rencontres

#### Première rencontre du 11 mars 2010 : l'accompagnement dans et vers l'emploi dans les SIAE

Autour de l'article publié dans la revue Travail et Emploi : « Accompagnement dans et vers l'emploi : profits et pertes dans les SIAE » (n°119, juillet-septembre 2009)

#### Programme

- > Présentation des rencontres chercheurs-acteurs : Laura Winn, directrice de l'Atelier
- > Introduction et présentation de la recherche - Hervé Defalvard et Melaine Cervera (Université Paris-Est Marne-la-Vallée)

#### Débat animé par Camille Dorival, journaliste, avec :

- des salariés en parcours professionnel
- un chargé d'accompagnement
- un encadrant technique
- un représentant d'une tête de réseau de l'IAE

#### Résumé :

Sur la base des travaux de Hervé Defalvard et Melaine Cervera réalisés pour la Dares (Ministère de l'emploi) montrant sur la base de monographies réalisées auprès de huit structures de l'insertion par l'activité économique, les réalités vécues de l'accompagnement dans et vers l'emploi aussi bien des salariés en insertion que des encadrants techniques ou des chargés d'insertion, différents acteurs des structures de l'insertion et de leur réseau ont été invités à apporter leur point de vue sur les résultats de la recherche. Les principaux résultats de la recherche mettaient en exergue que les différents apports de l'accompagnement au travail au sein des SIAE tendaient à être sinon annulés du moins amoindris par la difficulté de retrouver un emploi stable à la sortie des structures.

## Deuxième rencontre du 10 juin 2010 : la motivation intrinsèque des salariés des associations

Autour de la thèse de Mathieu Narcy (ERUDITE UPEC) sur la motivation intrinsèque des salariés dans le secteur associatif

### Programme

- > Présentation des rencontres chercheurs-acteurs : Claire Marengo, Directrice adjointe de l'Atelier
- > Introduction et présentation de la recherche : Mathieu Narcy, Maître de Conférences à l'université Paris-Est Créteil

### Débat animé par Laurent Jeanneau, journaliste, avec :

- des salariés d'association
- une DRH d'un établissement sanitaire et social
- un délégué syndical d'une association
- un directeur de Centre social
- un représentant employeur du secteur associatif

### Résumé

Dans sa thèse de Doctorat, Mathieu Narcy a conduit une recherche sur la motivation au travail des salariés du secteur associatif dans un double objectif. D'une part, celui de déterminer si, en raison des objectifs plus sociaux que les associations cherchent à satisfaire, les salariés du secteur associatif sont davantage intrinsèquement motivés dans leur emploi que ceux du secteur privé. D'autre part, celui de mettre à jour les conditions susceptibles de préserver ce type de motivation, par nature fragile. Les résultats de la recherche appuyés sur une enquête statistique ont été discutés de différents points de vue par les acteurs invités au débat qui ont fait ressortir l'hétérogénéité des situations aussi bien que leur évolution avec des frontières qui traversent le secteur associatif lui-même.

## Troisième rencontre du 16 septembre 2010 : les enjeux de la recherche action dans l'ESS

Autour des spécificités et des enjeux de la recherche-action en économie sociale et solidaire

### Programme

- > Présentation des rencontres chercheurs-acteurs : Claire Marengo, Directrice adjointe de l'Atelier
- > Introduction et présentation du thème : Hervé Defalvard, Maître de Conférences à l'UPEMLV-ERUDITE

### Débat animé par Camille Dorival avec :

- Patrick Brun, Institut de Recherche et de Formation aux Relations Humaines, ATD Quart Monde.
- Jean-François Draperi, Maître de conférences au CNAM-CESTES, directeur de la revue RECMA
- Muriel Jougleux, Professeur en Sciences de Gestion à l'UPEMLV-IRG

### Résumé

L'économie sociale et solidaire a longtemps promu, à travers notamment la tradition coopérative, une forme de recherche-action originale qui, parce que son auteur « est acteur et chercheur sur ses propres pratiques sociales », se « définit comme un processus d'éducation et d'émancipation » (J.-F. Draperi, Comprendre l'économie sociale, p. 137, Dunod, 2007). A l'heure où l'économie sociale et solidaire devient de plus en plus l'objet de recherches-actions conduites à l'université ou dans les grandes écoles, comment ces modes de connaissance plus académiques vont-ils concevoir leur rapport à la recherche-action émancipatrice : selon un principe de substitution en l'asséchant, sur le mode de la séparation et de l'isolement, sur le mode de l'inter-relation et du croisement...? Sur la base de leurs travaux relevant de domaines différents, les trois chercheurs conviés à ce débat ont apporté de nombreux éléments de réponse dont certains se sont révélés convergents.

## Quatrième rencontre du 9 décembre 2010 : autour du mouvement de concentration dans les mutuelles de santé

Débat animé par Laurent Jeanneau, journaliste à Alternatives Economiques.

### Programme

- > Introduction du thème : Jean-Marc Lagoutte, président de l'UGEM et président du comité de pilotage de la chaire d'économie sociale et solidaire
- > Présentation générale du secteur des mutuelles de santé et du mouvement de concentration des années 2000 : Stéphanie Laguérodié (Maître de Conférences à l'université Paris I, Centre d'économie de la Sorbonne)
- > Intervention des dirigeants de 4 Mutuelles : Bruno Céron, directeur de la stratégie chez HARMONIE MUTUALITE ; Eric Gex-Collet, directeur général d'EVOI ; Anne-Marie Cozien, directrice générale d'UNEO ; Jean-Marc Lagoutte, président de ADREA Centre Auvergne

### Résumé

Selon l'Acam (Autorité de contrôle des assurances et des mutuelles), le mouvement de concentration dans les mutuelles s'accélère en cette fin des années 2000, avec en 2008 la disparition de 139 Mutuelles (95 par fusion, 43 par dissolution). La chaire d'économie sociale et solidaire de l'UPEMLV porte un projet de recherche sur les stratégies à l'œuvre dans ce mouvement de concentration et sur leurs effets sur l'emploi. Cette rencontre sera l'occasion pour des dirigeants de mutuelles (qui seront monographiés dans le cadre de cette recherche) de donner leur point de vue sur ce mouvement de concentration et d'introduire les recherches de la chaire par un cadrage statistique général concernant le début des années 2000.

## Premier bilan des rencontres

Du point de vue de leur contenu, les rencontres ont répondu à leur cahier des charges de mettre en relation des chercheurs et des acteurs, selon des modalités différentes. Ainsi la première rencontre a vu intervenir des salariés en insertion à partir de leur savoir de vie alors que la troisième rencontre a mis en présence des chercheurs pour débattre de leur pratique concernant la recherche action et leur rapport aux acteurs.

En termes de retour, les rencontres ont été appréciées pour leur qualité au niveau des intervenants, des débats et de leur animation.

Elles ont par contre réuni un public plus ou moins nombreux en fonction de la diffusion de l'information et du thème retenu, allant de soixante personnes à une vingtaine de personnes.

Ces rencontres ont toutes fait l'objet de comptes rendus par Alternatives Economiques qui seront disponibles sur le site de la chaire.

Enfin, ces rencontres ont permis déjà d'esquisser la construction d'un espace de recherches actions où celles-ci sont menées en lien avec les problématiques des acteurs selon un cahier des charges minimum qui garantissent à la fois la participation de tous et le passage à une production de savoir plus général.

En raison de la charge importante de travail que l'organisation de ces rencontres nécessite pour en maintenir la qualité et l'audience, il a été décidé par le comité exécutif d'en réduire le nombre à trois par an pour l'année 2011.

## LA PREMIÈRE CONFÉRENCE ANNUELLE

Le 27 septembre 2010 a été organisée à l'université de Paris-Est Marne-la-Vallée la première conférence annuelle de la chaire avec plusieurs objectifs. Le premier est de marquer chaque année la rentrée universitaire de la chaire en conviant les étudiants de ses filières et les membres de ses équipes pédagogiques et ses chercheurs à une conférence en lien avec l'économie sociale. A l'origine, cette conférence était seulement organisée dans le cadre de la licence professionnelle. Cette année, avec la création de la chaire, elle a donc pris une nouvelle dimension.

Le deuxième objectif est de s'appuyer sur cet événement pour mieux faire connaître la chaire et ses formations en ESS au sein de l'université, notamment aux étudiants d'économie et gestion. A cet effet, des stands ont été organisés dans le Hall B du bâtiment du bois de l'étang sur lesquels les partenaires de la chaire ont présenté leurs organisations, les stages et les emplois qu'elles sont susceptibles de proposer aux étudiants.

Le troisième objectif est de s'appuyer sur le conférencier pour positionner la chaire dans le monde universitaire. Pour cette première conférence annuelle, le professeur au collège de France, Philippe Kourilsky, a accepté l'invitation que la chaire lui a faite suite à la publication de son ouvrage remarqué, *Le temps de l'altruisme* (éditions Odile Jacob, 2009). La chaire a donc eu le grand honneur d'accueillir à l'UPEMLV un grand scientifique, ancien directeur de l'institut Pasteur, et un grand humaniste. Avec cette conférence introduite par Hervé Defalvard, la chaire a voulu montrer que l'économie sociale et solidaire par son implantation à l'université faisait un mariage avec la raison qui devait amener ses formations et ses recherches à satisfaire à ses exigences. Devant près d'une centaine de personnes, Philippe Kourilsky a présenté sa thèse en faveur d'un altruisme rationnel avant d'en discuter certains points avec le public. Francis Godard, président de l'UPEMLV, par sa présence et ses interventions a montré toute l'importance que l'université attachait à cet événement.

Le quatrième objectif était de communiquer autour de cet événement afin de mieux faire connaître l'économie sociale et solidaire dans la cité. Le reportage réalisé par la télévision locale, Canal coquelicot, et diffusé au journal télévisé du lendemain, a largement répondu à cet objectif. On peut voir ce reportage à partir de la page d'accueil du site internet de la chaire. D'autre part, la conférence de Philippe Kourilsky a été enregistrée et sera également disponible sur le site de la chaire.

Enfin, la conférence annuelle de la chaire a été l'occasion cette année d'officialiser l'adhésion à la chaire de deux nouveaux partenaires de la chaire, la Macif et le Conseil général de Seine-et-Marne. A la suite de la conférence de Philippe Kourilsky, une cérémonie a eu lieu avec les allocutions d'accueil de Francis Godard, président de l'UPEMLV et de Jean-Marc Lagoutte, président de l'Ugem et du comité de pilotage de la chaire. Les allocutions de Claudie Fiot, DRH groupe de la Macif, et de Vincent Eblé, président du Conseil général du 77, ont permis à chacun des nouveaux partenaires de situer pour eux les enjeux de cette adhésion en présence de représentants de la Macif régional et de plusieurs élus du Conseil général de Seine-et-Marne.

Un communiqué de presse a été réalisé pour annoncer la première conférence annuelle de la chaire et ses différentes manifestations et largement diffusé par l'UPEMLV et les membres fondateurs de la chaire. Le communiqué est disponible sur le site de l'université : [www.univ-mlv.fr](http://www.univ-mlv.fr)

## LES VIDÉOS SOLIDAIRES

En 2010, trois premières vidéos solidaires ont été réalisées par les étudiants du Master MIESS dans le cadre du projet tutoré accompagné par Marina Galimberti et par le campus numérique de l'université pour le montage. Ces vidéos sont disponibles sur le site de la chaire et elles ont participé au festival Immédiat d'Ile-de-France relatif au documentaire populaire qui s'est tenu du 24 novembre au 28 novembre 2010. La chaire a participé à la réalisation de ce festival dans le cadre d'un projet collectif conduit par des étudiants de la licence professionnelle qui ont organisé notamment la journée du 27 novembre consacrée à l'économie sociale et solidaire. Hervé Defalvard a participé au débat du 24 novembre sur « Image, démocratie et travail ».

Au cours de l'année universitaire 2010-2011, trois nouvelles réalisations de vidéos solidaires seront réalisées par les étudiants avec en conclusion l'organisation du festival vidéos solidaires de la chaire.

## LE SITE INTERNET DE LA CHAIRE

Dès la création de la chaire a été lancé le projet de création de son site internet avec un hébergement sur le serveur de l'université Paris-Est Marne-la-Vallée. La conception du site devait, en plus de correspondre à la nature partenariale de la chaire et à son aspect transversal, réunissant la recherche, l'enseignement supérieur et la sensibilisation, réussir à intégrer le site existant de la licence professionnelle qui était devenu un véritable centre de ressource en économie sociale sous les contributions successives de Pierre Dubois et Michel Abhervé.

La conception du site a été confiée à un salarié entrepreneur de la coopérative d'activité et d'emploi Coopaname, Brice Laguérodié qui, en lien avec les services techniques de l'université, a proposé une maquette du site et a participé à l'intégration de son contenu. Après sa validation par le comité de pilotage, l'ouverture du site de la chaire est effective depuis le 1er janvier 2011 et consultable à l'adresse suivante : [www.univ-mlv.fr/chaire-economie-sociale-solidaire/](http://www.univ-mlv.fr/chaire-economie-sociale-solidaire/)

Michel Abhervé continue d'assurer le rôle de gestionnaire du site de la chaire après l'avoir été pour le site de la licence professionnelle. Il est désormais secondé par Marlène Chambeyron qui a été recrutée en contrat d'apprentissage par l'UPEMLV sur la mission de chargée de communication de la chaire d'économie sociale et solidaire.

## LA CHAIRE DANS LES MÉDIAS **cf. annexe 9**

Pour marquer la création de la chaire, une conférence de presse a été organisée le 11 mars 2010 à l'Atelier avec la réalisation, en lien avec le service communication de l'université, d'un communiqué de presse et d'un dossier de presse.

Cette conférence de presse a donné lieu à de nombreux articles dans les médias (presse, internet) qui se sont fait ainsi l'écho de cette expérience originale. Au 16 avril 2010, une quinzaine de retours média avaient été recensés.

# CONCLUSION

La première année de lancement des activités de la chaire ouvre sur de nombreuses perspectives pour les prochaines années sur lesquelles nous voulons conclure.

Rappelons d'abord que la création de la chaire fut l'objet d'une longue gestation due bien sûr à l'originalité du projet associant à l'université Paris-Est Marne-la-Vallée dans une gouvernance partenariale des organisations de l'économie sociale de statuts différents (coopérative, mutuelle et association), des collectivités territoriales et due aussi à sa complexité car rassemblant nombre de missions de l'université, la recherche, la formation initiale et continue, l'insertion des étudiants, la diffusion et la sensibilisation auprès du grand public des connaissances liées à ce champ souvent marginalisé.

Après une première année où beaucoup d'actions ont été entreprises, l'année 2011 et les suivantes devront être au service de leur réalisation pour certaines, de leur affermissement ou développement pour d'autres.

Incontestablement, l'année 2011 devra être l'année des premières concrétisations des travaux de recherche portés par la chaire sous la forme de rapport d'étude de la chaire, de communications à colloque ou encore de documents de travail de la chaire.

Ensuite, l'année 2011 devra affermir les premières réalisations de la chaire aussi bien en ce qui concerne le renforcement des formations et le développement des enseignements y compris hors les murs que les manifestations qu'elle a organisées pour mieux faire connaître et reconnaître l'économie sociale et solidaire.

Enfin, l'année 2011 devra s'attacher à développer les relations internationales de la chaire au-delà de son premier partenariat avec l'université de Hallym en Corée du sud.



# ANNEXES

# ANNEXE 1

## L'ÉQUIPE DE RECHERCHE

Nom	Discipline	Laboratoire / Institution	Recherche
Michel Abhervé			L'IAE et les frontières de l'économie sociale
Antoine Bouvy	Sciences Economiques	ERUDITE UMLV	Plateforme emploi Etude ESS 77
Stéphanie Bruzzo		CSTP77	Plateforme emploi
Melaine Cervera	Sciences Economiques	ERUDITE UMLV	L'IAE et les frontières de l'économie sociale Plateforme emploi
Hervé Defalvard	Sciences Economiques	ERUDITE UMLV	L'IAE et les frontières de l'économie sociale Plateforme emploi Etude ESS 77
Jacques Dughera			L'IAE et les frontières de l'économie sociale
Richard Duhautois	Sciences Economiques	CEE	Concentration des mutuelles de santé et emploi
Patricia Fizet			Etude ESS 77
Gilles Jeannot	Sociologie	LATTS – UPEMLV	Evolution des métiers de l'ESS
Stéphanie Laguerodie	Sciences Economiques	CES – Paris I	Concentration des mutuelles de santé et emploi
Mathieu Narcy	Sciences Economiques	ERUDITE - Créteil	Etude ESS 77
Pascal Ughetto	Sociologie	LATTS – UPEMLV	Evolution des métiers de l'ESS

Doctorant	1ère année	Directeur de thèse	Sujet de thèse
Melaine Cervera	2008-2009	Hervé Defalvard Jean-Louis Laville	L'insertion dans l'emploi des personnes vivant avec le VIH
Antoine Bouvy	2008-2009	Hervé Defalvard	L'intégration dans l'entreprise classique des salariés en parcours d'insertion
Imen Smaali	2008-2009	Hervé Defalvard	RSE, Institutions et ESS
Nardjes Boudjemai	2009-2010	Hervé Defalvard	La RSE et l'économie sociale
Etienne Antelme	2010-2011	Gilles Jeannot	L'évolution d'un métier de l'ESS : éducateur spécialisé

# ANNEXE 3

## PROGRAMME DE LA LICENCE PROFESSIONNELLE MOES

	ECTS	Heures
<b>UE1 Economie sociale dans son environnement</b>	<b>10</b>	
Droit de l'économie sociale	2	17h30
Politique publique	2	17h30
Théories de l'économie sociale	2	17h30
Les métiers	2	20h
Acteurs de l'économie sociale	2	33h
<b>UE2 Economie sociale outils de base</b>	<b>8</b>	
Expression orale et écrite	2	24h
Anglais	2	15h
Recherche de stage et d'emploi	2	18h
Bases de données Excel	2	14h
<b>UE3 Economie sociale Gestion</b>	<b>6</b>	
Audit organisationnel	1,5	18h
Business Plan	1,5	18h
Management RH	1,5	15h
Socio-économie	1,5	17h30
<b>UE4A Option Communication</b>	<b>7,5</b>	
Conduite de projet Communication	3	40h
Création de site internet	1,5	17h30
In design	1,5	15h
Communication institutionnelle	1,5	15h
<b>UE4B Option Développement associatif</b>	<b>7,5</b>	
Conduite de projet DA	3	40h
Communication dans les associations	1,5	17h30
Performance Lobbying	1,5	15h
Entreprise associative	1,5	15h
<b>UE4C Option Qualité</b>	<b>7,5</b>	
Conduite de projet Qualité	4,5	55h
Qualité Appliquée	1,5	17h30
Qualité client	1,5	15h
<b>UE5 Projet collectif</b>	<b>6,5</b>	
<b>UE6 Projet individuel</b>	<b>6</b>	
<b>UE7 Mémoire</b>	<b>16</b>	
<b>Total</b>	<b>60</b>	

# ÉQUIPE PÉDAGOGIQUE DE LA LICENCE PROFESSIONNELLE MOES

Nom – Prénom	Enseignements
<b>Enseignants universitaires</b>	
ABHERVE Michel	Acteurs de l'économie sociale Politique publique
CODELLO-GUIJARRO Pénélope	Conduite de projet Qualité Management RH
DEFALVARD Hervé	Théories de l'économie sociale
GRUNFELD Matthieu	Socio-économie
MATHIEU-FRITZ Alexandre	Les métiers Base de données Excel
TERRISSE Pascale	Conduite de projet – option qualité
<b>Enseignants professionnels</b>	
BOUVY Antoine	Business plan
CERVERA Méline	Les métiers L'entreprise associative
DASSONVILLE Bertrand	Communication orale et écrite
FEDER Dominique	Recherche d'emploi
HEUZE Stéphane	Conduite de projet Communication
KEDADRY Elisabeth	Qualité appliquée Connaissance client
LAGUERODIE Brice	Création de site internet
LAURENT Rémy	Droit de l'économie sociale
MAGDA Frédéric	In Design
MICHAUD Antony	Conduite de projet Développement associatif
PITON Christophe	Conduite de projet Développement associatif
RADIN Dominique	Recherche d'emploi
RAYMOND Jean-Luc	Communication institutionnelle
SCHWARZ Julie	Communication dans les associations
ZIM IOU Sie	Audit organisationnel
ABDELWAHED Moncef	Anglais

## PROMOTION 2010 - 2011 DE LA LICENCE MOES

16 étudiants en apprentissage	29 étudiants en formation initiale ou continue
AMISI Patrick	ANGOLE Vanessa
BECHER MOUSSA Seide	BAILLET Emeline
CHOFFART Amélie	BELNET Corinne épouse NADAL
COURSON Sarah	BOSILA Oti
DIVE Fanny	BOUKAKA Audrey
DOUCHET Marie	BOUMPOUTHOUD Soledad
ECOBICHON David	CHO Han Sol
GAILLARD Mélanie	COMPPER Aurélie
GONDELLE Julie	GRUFT Clémentine
HERRIAU Julie	HEBINCK Jeanine
LACROIX Laura	IGNATIO Mathieu
MANDRESILAHATRA Pierre-Lauréat	JACOB Aurélie
MOLITOR Pauline	KIMPOUNI TOKA Gefrid
PICAND Noémie	KTORZA Carole épouse AKAKPO
SEDDIK Sabrina	NADIFI Nora
VARRON Benjamin	NASRI Sabrina
	N'DIAYE Maimouna
	NERO Olivier
	N'KONOU Mathilde
	PARK Cho Rok
	PEDIL Emilie
	PORTAS SANCHEZ Mélanie
	SALZMANN Benoit
	SIKPA Medy
	SIRVENT Lucille
	SOPHIE Manuella
	SOUBESTE Romain
	SRHIRI Hayate
	WAHBI Latifa

## PROGRAMME DU MASTER MIESS

	ECTS	Heures
<b>UE1 Fondamentales 1er semestre</b>	<b>18</b>	
L'IAE	3	24h
Socioéconomie de l'insertion	3	24h
Politiques publiques de l'insertion	3	24h
Pratiques sociales	3	24h
Management de projet	3	24h
Comptabilité et gestion	3	24h
<b>UE2 Professionnalisées 1er semestre</b>	<b>6</b>	
Méthodologie du mémoire		10h
Accompagnement professionnel		6h
Cycle de Conférences I	3	24h
Projet tutoré Vidéo solidaire	3	21h
<b>UE3 Fondamentales 2d semestre</b>	<b>18</b>	
Politique de la ville	3	24h
Finance solidaire	3	24h
Marketing solidaire	3	24h
Diagnostic organisationnel	3	24h
Droit du travail et politiques salariales	3	24h
Cours de spécialisation au choix :		
- Création et développement d'une SIAE	3	24h
- Ingénierie territoriale de l'insertion		
<b>UE4 Professionnalisées 2d semestre</b>	<b>18</b>	
Cycle de conférences II	3	40h
Mémoire professionnel ou de recherche	1,5	17h30
Marché du travail et parcours professionnel	1,5	15h
Accompagnement professionnel	1,5	15h
Projet tutoré Vidéo solidaire	4,5	55h
<b>Total</b>	<b>60</b>	

## ÉQUIPE PÉDAGOGIQUE DU MASTER MIESS

Nom – Prénom	Enseignements
<b>Enseignants universitaires</b>	
ABHERVE Michel	Politiques publiques de l'insertion
DEFALVARD Hervé	Socio-économie de l'insertion
NAVES Pierre	Politique de la ville
LAGUERODIE Stéphanie	Finances solidaires
<b>Enseignants professionnels</b>	
RABEMAMANJARA Haja	Management de projet
RADIN Dominique	Marché du travail et parcours professionnel
PETERSCHMITT Anne	L'IAE
BOUVY Antoine	Comptabilité et gestion Création et développement d'une SIAE
BITTON Sonia	Pratiques sociales
BRUYERE Evelyne	Accompagnement professionnel
GARCIA Bruno	Pratiques sociales Ingénierie territoriale de l'insertion
DUGHERA Jacques	Cycles I et II de conférences
PLANTARD Eric	Marketing solidaire
GARCIA Paul	Diagnostic organisationnel
GALIMBERTI Marina	Videos solidaires
COTELLE Rodolphe	Finances solidaires
BRUZZO Stéphanie	Droit du travail et RH
SCEPOVIC Nadine	Droit du travail et RH



## PROMOTION 2010 - 2011 DU MASTER MIESS

Nom, Prénom	Statut
ANABA MBIDA/snadli SYDONIE	Formation continue (Plan de formation)
BOUACID LEILA	Formation continue CIF
BOUKIR FAOUZIA	Formation initiale Stage
CAVALIER DOMINIQUE	Formation continue Contrat professionnel
COUTARD MELANIE	Formation initiale Stage
DACHARRY CAROLINE	Formation continue Contrat professionnel
DJELLAL LATIFA	Apprentie
FERMAUD CHRISTELLE	Apprentie
FIZET PATRICIA	Formation continue individuelle
FRANCONE/braunshausen JULIA	Formation continue individuelle
GORIN CHRISTOPHE	Formation continue CIF
GOURNAY BRICE	Formation continue individuelle
HADJ GACEM/gueridi OM ELAZ	Formation continue
HENRIOT GUY	Formation continue Cif
IOUDARENE ALI	Formation initiale Stage
JOSSERAND CECILIA	Apprentie
JOUILLEROT MARION	Formation initiale Stage
KEHLI MOHAMMED	Formation continue Contrat professionnel
LHUILIER SARAH	Formation initiale Stage
MABROUKI ABDELMAJID	Apprenti
MALLET OLIVIER	Formation continue CIF
MOHAMED HADIDJA	Formation initiale Stage
REYMOND VALENTINE	Formation initiale Stage
SAINTE LUCE JOELLE	Formation continue CIF
VENTINI ALEXANDRA	Formation initiale Stage

## LA CHAIRE DANS LES MÉDIAS

Organisme	Activité	Objet	Date
Groupement National de la Coopération	Mouvement coopératif	Création de la chaire	Avril 2010
Agences d'informations spécialisées	Journalistes	Création de la chaire	Mars 2010
Alternatives économiques	Magazine économique	1e Rencontre chercheurs-acteurs	Février 2010
		1e Rencontre chercheurs-acteurs	Mars 2010
		1e Rencontre chercheurs-acteurs	Mars 2010
		Création de la chaire	Avril 2010
Argus Assurances	Site d'informations généralistes dans le domaine de l'assurance	Création de la chaire	Février 2010
		1e conférence annuelle de la chaire du 27/09/2010	Septembre 2010
Ciriec	Association	Création de la chaire	Mai 2010
Chorum et son pôle de recherche et d'action, CIDES	Mutuelle	Création de la chaire	Mars 2010
		2e rencontre chercheurs-acteurs du 10 juin 2010	Mai 2010
		1e conférence annuelle de la chaire du 27/09/2010	Septembre 2010
		Bilan de la 2e rencontre chercheurs-acteurs	Juin 2010
		Engagement de Chorum et bilan de la 1e conférence annuelle de la chaire	Septembre 2010
		Bilan de la 1e conférence annuelle de la chaire du 27/09/2010	Septembre 2010
		Bilan de la 3e rencontre chercheurs-acteurs du 16/09/2010	Septembre 2010
Ecoles-entreprises.com	Site d'informations sur les formations professionnelles	Création de la chaire	Mars 2010
idFM Radio Enghien	Radio du Val d'Oise	Interview de M. Defalvard au sujet de la création de la chaire	Septembre 2010
L'info formation	Informations sur la formation	Création de la chaire	Mai 2010
La lettre de l'économie sociale	Hebdomadaire d'informations sur l'économie sociale	Création de la chaire	Avril 2010

Organisme	Activité	Objet	Date
La Marne	Journal hebdomadaire	Présentation des objectifs de la chaire	Octobre 2010
Le moniteur de Seine-et-Marne	Journal hebdomadaire	Création de la chaire	Février-mars 2010
		Création de la chaire	Octobre 2010
Mutualistes	Journal trimestriel	Création de la chaire	Avril-juin 2010
Place Publique	Association	Création de la chaire	Avril 2010
Ressources solidaires	Association	Création de la chaire	Mai 2010
		Bilan de la 2e rencontre chercheurs-acteurs	Juin 2010
Mutualité interprofessionnelle	Fédération	Présentation de la chaire	Mars 2010
Vidéo canal coquelicot	Chaîne locale de Seine-et-Marne	1e conférence annuelle de la chaire du 27/09/2010	Septembre 2010
Artesi	Agence régionale des technologies de l'information	Création de la chaire	Février 2010
Indice RH	Site d'informations et veille RH	1e conférence annuelle de la chaire du 27/09/2010	Septembre 2010

Chaire d'économie sociale et solidaire | Université Paris-Est Marne-la-Vallée  
5 boulevard Descartes - Champs-sur-Marne - Bâtiment Bois de l'Étang  
77454 Marne-la-Vallée Cedex 2



Impression réalisée sur du papier 100% recyclé